



**NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR  
LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE  
ET DES RAISONS DE CETTE ACTION**

QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LA NOTIFICATION DU  
ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE, DU ROYAUME DE BAHREÏN, DES ÉMIRATS  
ARABES UNIS, DE L'ÉTAT DU KOWEÏT, DU SULTANAT D'OMAN ET  
DE L'ÉTAT DU QATAR (CONSEIL DE COOPÉRATION  
DES ÉTATS ARABES DU GOLFE "CCG")<sup>1</sup>

La communication ci-après, datée du 17 février 2021 et reçue à la même date, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Les États-Unis remercient le Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour sa notification supplémentaire au titre de l'article 12:1 a) de l'*Accord de l'OMC sur les sauvegardes*, et posent les questions suivantes:

**Question n° 1**

Les États-Unis notent d'emblée que la notification indique que des produits ont été ajoutés et d'autres retirés du champ de l'enquête du CCG concernant certains produits en acier.<sup>2</sup> De plus, conformément à l'article 35 de la section II de la *Loi commune du Conseil de coopération du Golfe sur les mesures antidumping, les mesures de sauvegarde et les mesures compensatoires (Règlement d'application)*, les autorités compétentes doivent terminer toutes les enquêtes dans un délai de 12 mois, ou dans un délai pouvant aller jusqu'à 18 mois lorsque des cas exceptionnels justifient une prolongation de six mois au maximum.

Étant donné que cette enquête a été ouverte le 23 octobre 2019, veuillez indiquer où elle en est actuellement, y compris en ce qui concerne la question de savoir si les autorités compétentes du CCG ont fait une détermination de l'existence de circonstances exceptionnelles (ou une constatation semblable) pour prolonger la durée de l'enquête, et le fondement de cette constatation. Veuillez également indiquer la date à laquelle les autorités compétentes prévoient de terminer l'enquête.

**Question n° 2**

Veuillez indiquer les dispositions spécifiques du *Règlement d'application* qui autorisent les autorités compétentes à modifier le champ d'une enquête.

<sup>1</sup> G/SG/N/6/ARE/3/Suppl.1-G/SG/N/6/BHR/4/Suppl.1-G/SG/N/6/KWT/4/Suppl.1-G/SG/N/6/OMN/3/Suppl.1-G/SG/N/6/QAT/3/Suppl.1-G/SG/N/6/SAU/3/Suppl.1 (daté du 20 janvier 2021).

<sup>2</sup> L'avis indique que le champ de l'enquête a été élargi pour inclure l'acier revêtu de métal, les barres d'armature en acier et les sections de fil machine, ainsi que les tuyaux et tubes soudés et sans soudure. Les produits ci-après ont été retirés du champ: produits plats laminés à chaud, enroulés ou plats, produits plats en acier laminés à froid, enroulés ou plats, et tuyaux et tubes soudés et sans soudure.

### Question n° 3

Le 23 juillet 2020, le CCG a notifié sa constatation de l'existence d'un dommage grave dans cette enquête.<sup>3</sup> Toutefois, le 20 janvier 2021, il a notifié que les autorités compétentes avaient obtenu "des éléments de preuve *prima facie* suffisants qui justifieraient [des] modifications du champ de l'enquête en cours".

- a) Veuillez décrire la nature des éléments de preuve *prima facie* dont les autorités compétentes du CCG ont constaté qu'ils justifieraient les modifications du champ de l'enquête – l'ajout de produits, et l'exclusion de produits qui faisaient partie de l'enquête initiale. Veuillez indiquer comment les parties intéressées peuvent examiner ces éléments de preuve ainsi que la justification de la modification du champ.
- b) Veuillez indiquer si les autorités compétentes du CCG ont publié le rapport et l'analyse détaillée de l'affaire relative à la détermination faite le 23 juillet 2020, comme l'exigent l'article 3:1 et l'article 4:2 c) de l'*Accord de l'OMC sur les sauvegardes*.
- c) Veuillez expliquer le processus que les autorités compétentes du CCG ont l'intention de suivre maintenant, y compris en ce qui concerne le statut de la détermination faite le 23 juillet 2020 et la question de savoir si une mesure corrective sera imposée sur la base de cette détermination pendant que l'enquête est en cours.

### Question n° 4

Conformément à l'article 26 de la section II du *Règlement d'application*, "la commission d'enquête ménagera à toutes les parties concernées et intéressées des chances égales de défendre leurs intérêts pendant la durée spécifiée de l'enquête". De plus, l'article 3:1 de l'*Accord de l'OMC sur les sauvegardes* dispose que les enquêtes comprendront des moyens appropriés pour que les parties intéressées présentent des éléments de preuve et leurs vues.

- a. Veuillez indiquer quelles possibilités ont été ménagées aux parties enregistrées pour présenter des éléments de preuve et communiquer leurs vues concernant les modifications du champ mentionnées dans la notification du 21 janvier 2021.
- b. Compte tenu du fait que les modifications du champ mentionnées dans la notification du 21 janvier 2021 élargissent le champ de l'enquête en cours, veuillez indiquer quelles possibilités sont ménagées aux nouvelles parties intéressées potentielles pour présenter des éléments de preuve et communiquer leurs observations, étant donné qu'elles n'ont peut-être pas fait partie de la phase antérieure de l'enquête.

---

<sup>3</sup> G/SG/N/8/ARE/3-G/SG/N/8/BHR/3-G/SG/N/8/KWT/3-G/SG/N/8/OMN/3-G/SG/N/8/QAT/3-G/SG/N/8/SAU/3 (daté du 23 juillet 2020).